

Le gouvernement grec lance un plan d'austérité

ATHÈNES

de notre correspondant

Le premier ministre socialiste grec Costas Simitis a marqué sa farouche détermination à faire de son pays un membre à part entière de l'Union européenne en demandant, et en obtenant, de ses partenaires l'intégration de la drachme dans le système monétaire européen (SME). La mesure a eu pour conséquence immédiate une dévaluation de 14 % de la devise nationale qui sera accompagnée d'un sévère train de mesures destinées à assainir l'économie et à relancer la croissance dans la perspective de l'adhésion de la Grèce à l'Union économique et monétaire (UEM), le 1^{er} janvier 2001.

« Il s'agit d'un pas pour atteindre notre objectif final, politique et économique : la participation de la Grèce à l'UEM, notre présence sur un pied d'égalité

dans l'Union européenne », a expliqué, samedi 14 mars, le chef du gouvernement dans un message à la nation. Pour M. Simitis, la Grèce a gagné, après deux mois « de négociations dures et délicates, la confiance internationale et le renforcement de l'économie et de la monnaie dans une époque de vive spéculation financière ».

Cela a été possible, a-t-il expliqué, par l'amélioration des indices économiques, et particulièrement celui de l'inflation, qui a été réduite à 4,3 % en février dernier. « Il n'y a pas de changement de cap », a assuré M. Simitis, affirmant que la dévaluation aura « des conséquences positives sur le développement en donnant un élan important à la compétitivité des produits grecs, en diminuant les taux d'intérêt, accroissant ainsi les investissements et l'emploi ». « Nous sommes confrontés à la

nécessité de diminuer l'inflation de 4,3 % aujourd'hui à 2 % environ à la fin de 1999 ; cet objectif indispensable pour stabiliser l'économie et renforcer la croissance constitue le billet pour le succès final », a-t-il ajouté, en demandant l'« aide de tous les Grecs ».

Dimanche, le ministre de l'économie et des finances, Yannis Papantoniou, a annoncé les mesures d'accompagnement de la dévaluation, qui représentent une véritable cure d'austérité pour les deux prochaines années. Le plan porte d'abord sur la relance des privatisations, qui, depuis plusieurs années, marquaient le pas. Onze entreprises publiques, dont l'OTE, le géant grec des télécom, l'entreprise des eaux, les organismes des ports du Pirée et de Salonique, deux filiales d'Olympic Airways ainsi que l'entreprise publique des pé-

troles seront privatisées d'ici à la fin de 1999. Trois à quatre banques contrôlées par le secteur public seront aussi vendues. Ces privatisations devraient rapporter 300 milliards de drachmes (840 millions d'euros) en 1998 et en 1999. Le plan prévoit aussi une réduction des dépenses publiques de 200 milliards de drachmes (560 millions d'euros) jusqu'en 1999 reposant sur la réduction des investissements publics au profit d'une plus grande participation du secteur privé.

« CRIME CONTRE L'ÉCONOMIE »

M. Papantoniou a annoncé deux réformes du marché du travail, sur la flexibilité du temps de travail et sur le système de protection sociale. Il a lancé un appel aux salariés du secteur privé pour qu'ils se contentent cette année d'une augmentation de salaire égale à l'inflation pour ne pas commettre « un crime contre l'économie ». C'est évidemment sur le terrain social que les socialistes grecs auront le plus de mal à faire accepter leurs nouvelles mesures d'austérité. La puissante Confédération des travailleurs grecs (500 000 membres), pourtant contrôlée par l'appareil socialiste, a immédiatement condamné l'ensemble du plan gouvernemental.

C'est toutefois à ce prix que la Grèce, « une exception jusqu'ici montrée du doigt », a souligné M. Simitis, peut accéder à l'UEM. Il s'agit pour le premier ministre d'« un objectif national » permettant à son pays de « faire partie des centres de décision, de renforcer sa position pour défendre ses questions nationales, d'être dans la première vitesse de l'Europe ».

Dublin se rapproche de l'euro

AVEC LA DÉCISION prise, samedi 15 mars, par le comité monétaire de l'Union européenne de réévaluer de 3 % la livre irlandaise, Dublin a franchi une étape décisive sur la route de l'euro. Cet ajustement, qui consacre la rupture monétaire avec Londres, était rendu nécessaire par la vigueur de la monnaie irlandaise au sein du Système monétaire européen (SME).

Alors que toutes les autres devises du SME avaient convergé vers leurs cours pivots, la « punt » en restait éloignée. Dopée par la force de l'économie irlandaise et par la prime de taux d'intérêt offerte à Dublin, elle cotait, sur les marchés, largement au-dessus de

son taux central. Une telle anomalie posait problème dans la mesure où, selon toute vraisemblance, les cours centraux du SME serviraient de référence pour établir les parités bilatérales de conversion avant le passage à l'euro. La réévaluation de 3 % de la livre irlandaise met fin à cette distorsion.

Après avoir réaligné son taux de change, Dublin doit maintenant réajuster sa politique monétaire et ramener ses taux d'intérêt au niveau de ceux observés dans les pays de la zone mark. Le taux directeur de la banque centrale d'Irlande se situe actuellement à 6,19 %, contre 3,30 % en Allemagne et en France. Ce mouvement de convergence s'annonce

délicat compte tenu de l'imbrication étroite des économies irlandaise et britannique et de la connexion historique des monnaies des deux pays. La question est de savoir si, compte tenu du très grand dynamisme de la croissance irlandaise (+ 8 % de hausse du produit intérieur brut en 1997), l'assouplissement massif et rapide de la politique monétaire à Dublin ne risque pas de se traduire par l'apparition de tensions inflationnistes dans le pays. « Il faut éviter une progression significative de l'inflation en 1999 », a reconnu, dimanche, le ministre irlandais des finances, Charlie McCreevy.

Pierre-Antoine Delhommais

Didier Kunz